

2019

PLAN

D'URGENCE

FÉVRIER 2019



BURKINA FASO

Photo : OCHA/Eve Sabbagh

MATIÈRES

APERÇU HUMANITAIRE	3
BESOINS HUMANITAIRES	7
STRATÉGIE DE RÉPONSE	11
PLAN DE RÉPONSE.....	15
CONSÉQUENCES DE L'INSÉCURITÉ	15
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	20
NUTRITION.....	22
NUTRITION.....	24
PRÉPARATION AUX URGENCES.....	24
BUDGET	26

APERÇU

HUMANITAIRE

Le Burkina Faso fait face à une augmentation importante des besoins humanitaires du fait de l'accroissement de l'insécurité au nord et dans d'autres régions du pays.

Des groupes armés harcèlent les civils, enlèvent et assassinent des informateurs présumés ou des agents de l'État, brûlent des écoles et menacent des membres du corps enseignant. Pour la première fois, le Burkina Faso est confronté à des déplacements internes. En janvier 2019, une nouvelle série d'attaques, particulièrement violentes, et des affrontements intercommunautaires ont engendré le déplacement de 36 000 personnes. Au total, plus de 83 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays créant une situation humanitaire sans précédent. Le pays accueille déjà près de 25 000 réfugiés, dont la plupart sont des maliens dans la région du Sahel. A cela s'ajoutent des niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition toujours préoccupants. Au total, 1,2 millions de personnes sont estimées en besoin d'assistance humanitaire en 2019, soit 5,7% de la population du Burkina Faso.

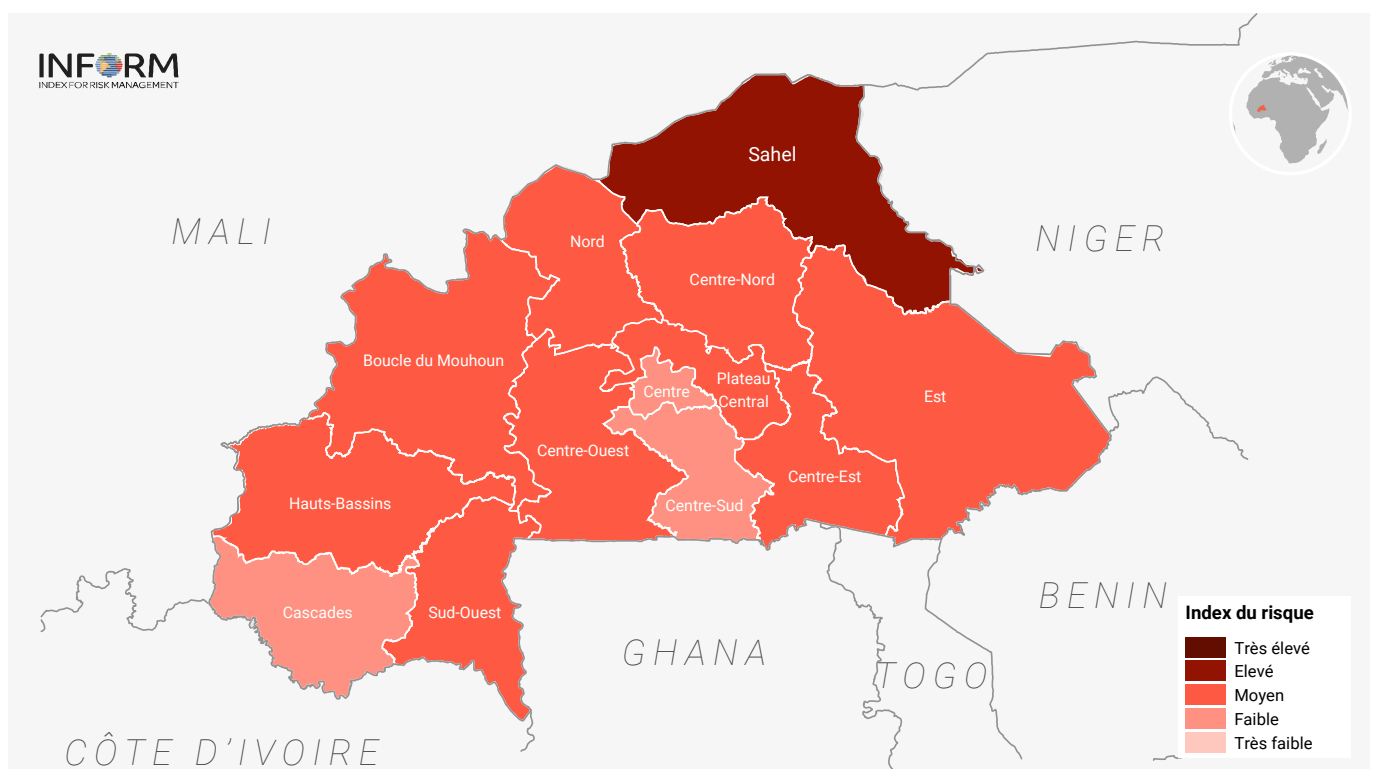
L'insécurité affecte profondément le fonctionnement et l'accès aux services de base dans des communautés qui sont considérées parmi les plus vulnérables du Sahel. Plus de 620 000 personnes sont directement affectées par l'insécurité dont 490 000 auront immédiatement besoin d'une assistance alimentaire, nutritionnelle, sanitaire et en éducation pour sauver leurs vies. En janvier 2019, plus de 1 000 écoles étaient fermées affectant 150 000 élèves, et 120 000 personnes étaient affectées par la fermeture de 4 formations sanitaires ainsi que du fonctionnement en service minimum de 17. Les conflits intra et intercommunautaires sont en train de se multiplier tandis que la prolifération des armes les rend plus violents et meurtriers. Ces conflits risquent de s'aggraver pendant l'année 2019 causant

des incidents violents et des déplacements de population.

En 2018, une superposition de plusieurs facteurs a plongé près d'un million de personnes dans une crise alimentaire et nutritionnelle aiguë au Burkina Faso. La situation nutritionnelle reste préoccupante dans l'ensemble du pays avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 8,4% et un taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) de 1,6% chez les enfants de 6-59 mois selon les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle nationale de 2018. Concernant l'insécurité alimentaire, et en dépit des bonnes perspectives de productions agricoles et fourragères, plus de 670 000 personnes seront dans une situation d'insécurité alimentaire chronique au cours de l'année 2019. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont spécialement préoccupantes dans les zones touchées par l'insécurité.

Le Burkina Faso est touché annuellement par des inondations et des vents violents. Dans les régions les plus exposées du pays, ces catastrophes naturelles rendent plus vulnérables les populations vivant déjà dans la précarité. Les urgences sanitaires sont principalement les épidémies de rougeole, de méningite et de dengue. Les enfants et les femmes vivant dans les régions qui connaissent une insécurité grandissante ont un accès de plus en plus limité aux services sociaux de base et ils sont ainsi plus exposés. Environ 41 000 personnes pourraient avoir besoin d'assistance humanitaire suite aux catastrophes naturelles ou aux épidémies.

Le Burkina Faso traverse ainsi une crise sécuritaire et de protection devenue complexe, nécessitant une action qui se fonde strictement sur les principes humanitaires. Dans un contexte de vulnérabilité extrême de la population, la communauté humanitaire priorise une réponse rapide et coordonnée afin de fournir des services vitaux et de protection aux personnes déplacées et autres dans le besoin. Les interventions viseront les besoins prioritaires des populations sur la base de leurs vulnérabilités, avec un accent sur les conséquences humanitaires en croissance dans les zones touchées par l'insécurité. Cette réponse humanitaire d'urgence se fera dans la perspective de l'opérationnalisation du nexus Humanitaire-Développement-Paix avec l'implication des acteurs de développement et du gouvernement afin de sauver des vies, renforcer la résilience des communautés, et prévenir des crises similaires. En 2019, la communauté humanitaire aura besoin de 100 millions de dollars pour apporter une assistance humanitaire d'urgence à près de 900 000 personnes au Burkina Faso.



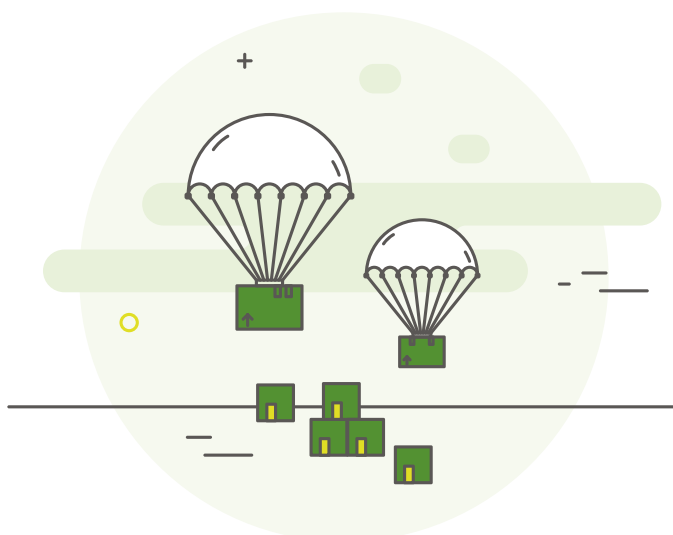


Personnes dans le besoin

1,2M

Personnes ciblées

898K



Budget

\$100M



Photo : OCHA/Eve Sabbagh

BESOINS

HUMANITAIRES

Conséquence de
l'insécurité

POPULATION DÉPLACÉE ET COMMUNAUTÉS HÔTES

L'insécurité grandissante affecte près de 621 824 personnes, et pour la première fois dans l'histoire, le Burkina Faso est confronté à des déplacements internes, avec plus de 83 000 personnes ayant fui leurs maisons. Pendant l'année 2018, 193 incidents sécuritaires ont été enregistrés. Plus de 180 personnes ont été tuées et 146 autres blessées du fait de ces incidents sécuritaires. En janvier 2019, plus de 1 000 écoles sont fermées, affectant 150 000 élèves, et 120 000 personnes sont affectées par la fermeture de 4 formations sanitaires ainsi que de 17 en fonctionnement en service minimum.

Selon les projections réalisées suivant les tendances de l'évolution de la situation sécuritaire, 191 028 personnes au total seront déplacées internes en 2019 dans la bande du Sahel. Cette situation d'insécurité est marquée par une superposition de vulnérabilités tant chroniques que aiguës, une pauvreté soutenue ainsi qu'un accès limité aux services sociaux de base, entraînant une privation des droits de ces populations et des besoins importants en matière de protection, de santé, éducation, eau, hygiène et assainissement.

RÉFUGIÉS

Au 31 novembre 2018, 25 107 réfugiés et demandeurs d'asile étaient présents au Burkina Faso. Parmi les 24 686 réfugiés maliens, 24 166 sont installés dans la région du Sahel, plus précisément dans deux camps et dans des communautés hôtes des provinces du Soum et de l'Oudalan. Une étude socioéconomique menée par le HCR en 2016 montre que plus de 93% des réfugiés dépendent entièrement de l'aide humanitaire pour survivre.

Sécurité
alimentaire

L'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2018 estime que, de juin à août 2019, 676 252 personnes feront face à l'insécurité alimentaire (phase 3 et 4), parmi lesquelles 24 283 personnes seront en situation de crise (phase 4). En outre, 3 840 406 personnes seront sous pression (phase 2).

La population en besoin d'assistance alimentaire se concentre dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord, et notamment dans les zones touchées par l'insécurité.



Nutrition

587 439 personnes seront dans le besoin d'assistance nutritionnelle en 2019, dont 133 066 enfants malnutris aigus sévères (MAS) de moins de 5 ans, 332 713 enfants malnutris aigus modérés (MAM) et 121 660 femmes enceintes et allaitantes risquant de souffrir de malnutrition.

Selon les résultats provisoires de l'enquête nutritionnelle nationale d'août 2018, les régions touchées par l'insécurité seront particulièrement affectées avec des prévalences de malnutrition aiguë sévère supérieures au seuil critique d'urgence de 2%.



Préparation aux urgences

En 2019, environ 40 950 personnes pourraient avoir besoin d'une assistance humanitaire d'urgence à cause de l'impact des catastrophes naturelles ou des épidémies.

CATASTROPHES NATURELLES

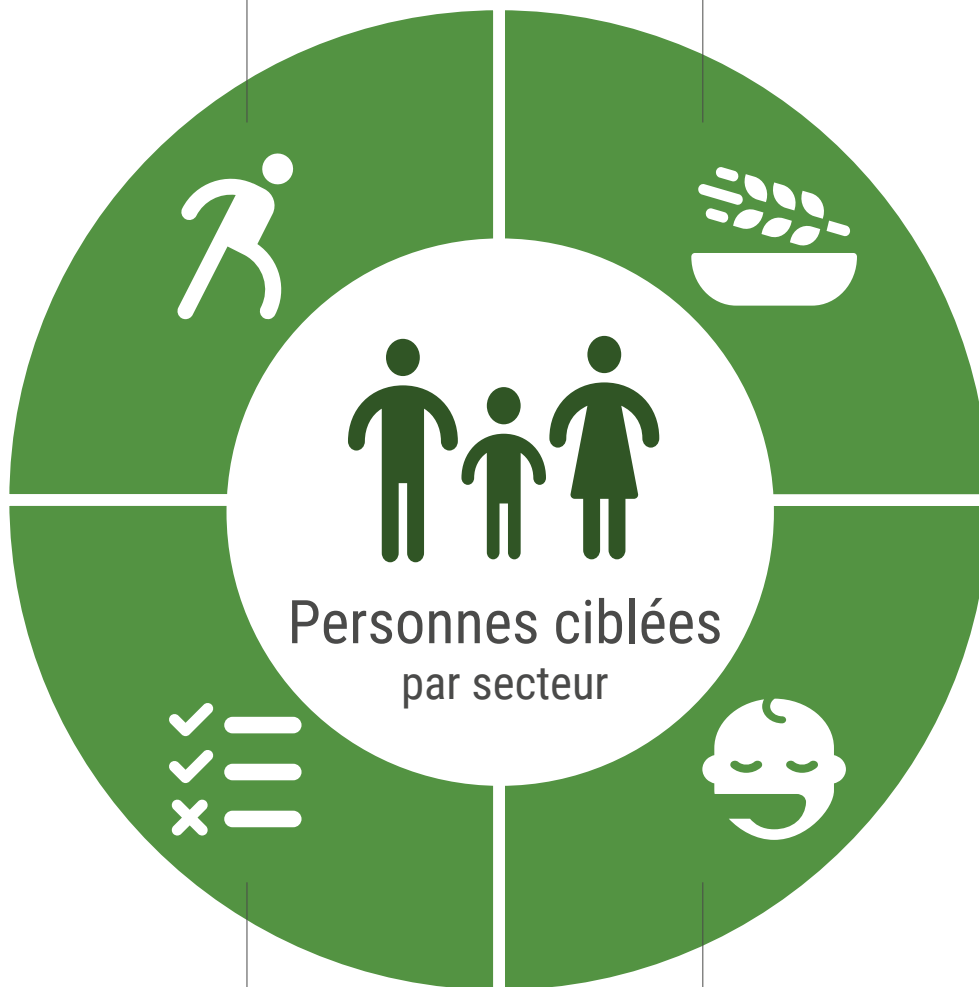
Le Burkina Faso est régulièrement touché par diverses catastrophes naturelles rendant encore plus vulnérables les populations déjà fragiles. L'indice pour la gestion des risques (INFORM Risk index), qui analyse la vulnérabilité et le niveau de capacité à faire face aux chocs fait émerger la région du Sahel (5.9) comme une région à haut risque. Pour 2019, il est estimé à 34 000 le nombre de personnes qui pourraient avoir besoin d'une assistance suite aux inondations et aux vents violents.

ÉPIDÉMIES

La situation épidémiologique est marquée par l'émergence de flambées épidémiques de dengue depuis 2013. 89% des cas ont affecté 7 des 13 régions du pays. Les flambées épidémiques annuelles de rougeole restent également une préoccupation. En 2019, 7 136 personnes pourraient être affectées par des épidémies. Chaque année, un plan de réponse est élaboré par le Gouvernement et dépend fortement d'une contribution des partenaires humanitaires.

**Conséquences
de l'insécurité**
492 725

**Sécurité
alimentaire**
474 360



**Préparation
aux urgences**
40 925

Nutrition
587 439



Photo : OCHA/Eve Sabbagh

STRATÉGIE DE RÉPONSE

HYPOTHÈSES DE PLANIFICATION

Une augmentation importante des besoins humanitaires est prévue au cours de 2019. Les dynamiques de multiplication des activités des groupes armés avec une extension des zones d'emprise et la diversité des méthodes d'attaques contre les forces de sécurité et de défense soutiennent une dégradation continue de l'environnement sécuritaire. La stigmatisation de certaines communautés, les menaces dirigées contre les enseignants et les agents de santé pourraient alimenter les tensions en se nourrissant de la méfiance et du ressentiment des populations. Les attaques contre les humanitaires pourraient prendre de l'ampleur dans la région du Sahel, ainsi que contre des civils le long des couloirs de transhumance où leur protection est menacée.

De nouvelles vagues de déplacement sont prévues, avec une dégradation de la situation humanitaire dans la bande du Sahel. L'accès aux communautés vulnérables – qui font déjà face à une situation alimentaire et nutritionnelle difficile – en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap serait alors d'autant plus limité par l'insécurité.

FOCUS SUR LA PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE VULNÉRABLE

Protéger la population civile vulnérable ainsi que sauver et préserver la vie des populations affectées sont les priorités de ce plan. Elles doivent guider les interventions dès la planification jusqu'à la mise en œuvre et le suivi de la réponse. L'objectif du plan est de fournir une assistance ciblée rapide et coordonnée aux personnes les plus vulnérables en

situation d'urgence, adaptée à leurs besoins, selon les normes et standards et dans le respect des principes humanitaires.

Pour assurer la protection des civils il faut assurer l'accès humanitaire à travers la négociation, la médiation et le dialogue. La crise sécuritaire dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun présente des facteurs multiples dont l'action des groupes armés et la fracture intercommunautaire. Intervenir dans ce contexte requiert donc un engagement avec tous les acteurs non seulement pour des raisons éthiques en veillant au respect des principes de neutralité et d'impartialité, mais également pour des raisons d'efficacité opérationnelle notamment en ce qui concerne la protection et l'accès humanitaire.

En assurant une approche sensible au conflit et le respect des principes humanitaires, les acteurs participant à la réponse humanitaire répondront aux besoins immédiats de la population affectée et s'efforcent de réduire les tensions et violence intercommunautaires.

UNE RÉPONSE COORDONNÉE

Les autorités nationales tentent d'améliorer la situation sécuritaire dans la bande du Sahel (Boucle du Mouhoun, Nord, Sahel et Est) en conjuguant leurs efforts avec ceux des opérations militaires de la force conjointe du G5 Sahel. En plus des interventions sécuritaires, le Gouvernement du Burkina Faso à travers du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) et les ministères techniques concernés, coordonne la réponse humanitaire en collaboration avec tous les acteurs présents dans le pays.

Les acteurs humanitaires, en fonction de leurs capacités et couverture géographique, opèrent dans les zones les plus affectées pour fournir l'assistance humanitaire nécessaire à la population la plus vulnérable, en assurant l'accès aux services sociaux de base dont la protection, l'assistance alimentaire, la prise en charge des MAS, la santé, l'éducation et l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

L'OPÉRATIONNALISATION DE L'APPROCHE MULTISECTORIELLE

La dimension multisectorielle, déjà engagée au Burkina Faso, sera renforcée afin de favoriser une assistance toujours plus adaptée aux besoins holistiques des personnes vulnérables ciblées. La conduite de missions d'évaluation et de suivi inter secteurs et multi-acteurs aux zones affectées continueront d'être un instrument capital pour assurer une compréhension commune de la situation et l'identification des priorités et des responsabilités des différents acteurs. La consolidation d'un mécanisme de réponse rapide dans la région du Sahel, qui jouera un rôle important dans la réponse d'urgence, sera aussi une priorité, avec l'objectif de maintenir une capacité de veille humanitaire, d'évaluation multi-sectorielle et de réponse rapide aux besoins urgents identifiés. Concernant la gestion de l'information, l'accent sera mis aussi sur l'amélioration et la systématisation de la collecte et la gestion de l'information.

Ainsi, la modalité de transferts monétaires sera employée, aussi souvent que possible, comme modalité de réponse pour permettre aux bénéficiaires d'accéder aux besoins de première nécessité qui leurs sont adaptés et de réduire leur vulnérabilité.

ACCÈS HUMANITAIRE ET LA COORDINATION CIVILO-MILITAIRE

La limitation de l'accès humanitaire constitue la principale contrainte opérationnelle de la communauté humanitaire dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est. La capacité des acteurs

humanitaires à atteindre les communautés affectées et des communautés dans le besoin est restreinte par de multiples facteurs dont l'insécurité liée à la fracture communautaire, l'activité des groupes armés, la criminalité, les obstacles physiques (routes endommagées, absence de ponts) et les contraintes administratives (restriction de mouvements).

Depuis 2018¹ on note une augmentation considérable des incidents sécuritaires. Cette tendance montre un doublement des incidents sécuritaires par rapports aux trois dernières années. L'analyse de ces incidents indique qu'ils relèvent d'actes des groupes armés non étatiques et des forces de défense et de sécurité (FDS), du grand banditisme et de la violence intercommunautaire. A ces contraintes d'accès il faut ajouter des restrictions de mouvements instaurés par le Gouvernement et le manque et l'état des infrastructures, qui sont aussi des facteurs entravant l'accès et la provision d'assistance aux populations. Le manque de connaissance du contexte par certains acteurs humanitaires et les mesures internes de sécurité souvent très restrictives sont aussi des contraintes d'accès.

Le Burkina Faso est en train de développer une stratégie d'accès humanitaire avec l'objectif d'assurer et de faciliter un accès à la protection et à l'assistance pour les personnes vulnérables. Cet objectif rappelle que les droits des personnes sont au centre de cette stratégie. La facilitation des opérations humanitaires est une façon de s'assurer d'un meilleur respect des droits des personnes affectées. La stratégie d'accès vise à créer une approche consensuelle dans laquelle les acteurs humanitaires et de développement peuvent s'inscrire dans le cadre de leurs opérations. Il s'agira d'un accès humanitaire à deux sens (1) La population affectée a un accès sûr, digne et équitable à l'assistance et à la protection, et (2) Les acteurs humanitaires et de développement ont un accès sûr aux personnes vulnérables.

1. Cartographie de suivi des incidents sécuritaires du 1er semestre de 2018, BCR/OCHA.

Pour aider à préserver l'espace humanitaire, garantir des relations appropriées entre les différents acteurs en se concentrant particulièrement sur les questions d'accès humanitaire, de sécurisation des zones, du principe de distinction entre civils et militaires et de la protection des civils, le Burkina Faso est en train de mettre en place un mécanisme de Coordination Civilo-Militaire. Ce mécanisme s'inscrit dans la logique d'une réflexion stratégique sur les moyens de faciliter l'action humanitaire en accord avec les principes humanitaires, à travers un dialogue entre les acteurs civils et militaires. La cellule de coordination civilo-militaire est une plateforme de coordination, réunissant les différentes forces armées et de police et acteurs civils concernés, pour permettre la poursuite des activités humanitaires et l'accès aux services sociaux de base, principalement dans la Région du Sahel ainsi que dans d'autres zones du pays où une assistance humanitaire est requise.

FOCUS SUR L'ÉDUCATION

La rentrée scolaire 2018-2019 a été marquée par des incendies des établissements scolaires et du matériel, et des menaces faites au personnel éducation et aux responsables des associations de parents d'élèves. Cette situation a occasionné d'une part la fermeture de 779² établissements privant environ 96 000 enfants (dont 46 560 filles) du droit d'aller à l'école. Considérant la situation sécuritaire décrite, environ 255 307³ garçons et filles déscolarisés/ non-scolarisés (3 à 17 ans) affectés par la crise auront besoin d'un appui dans le secteur de l'éducation.

La mise en œuvre d'une stratégie d'éducation en situation d'urgence concernera les enfants en âge scolaire (3 à 17 ans) réfugiés, déplacés, retournés, des populations hôtes et les autres enfants qui n'ont pas ou plus accès à l'éducation à cause de la crise.

Les efforts contribueront au maintien en milieu scolaire de 374 839 enfants scolarisés dans les zones et écoles affectées notamment la dotation de matériels éducatifs, la formation des enseignants sur la prise en charge psychosociale et la sécurité/ résilience dans les écoles.

CADRE PROGRAMMATIQUE ET LA NOUVELLE FAÇON DE TRAVAILLER

Depuis 2017, le Burkina Faso, un des pays sahéliens qui cherche à mettre en œuvre l'agenda de la « Nouvelle façon de travailler », a entamé l'intégration progressive des besoins humanitaires dans les plans de développement pour une réduction graduelle des besoins humanitaires tout en se focalisant sur la prévention aux crises. Dans ce contexte, trois résultats collectifs ont déjà été définis dans le cadre de coopération 2018-2020 et serviront à suivre et à mesurer les acquis des interventions en faveurs des populations. Il s'agit du :

Résultat collectif 1 : D'ici 2020, réduire de 50% de la perception du risque et des conflits par la population en général.

Résultat collectif 2 : D'ici à 2020, contribuer à la réduction de 50% du nombre de personnes en phase 3 de l'insécurité alimentaire - IPC 3 - et l'éradication des phases 4 et 5 de l'insécurité alimentaire ainsi que la réduction de 30% de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans.

Résultat collectif 3 : D'ici à 2020, contribuer à la réduction à moins d'1% du nombre de ménages vulnérables aux chocs climatiques

2. Ministère de l'Éducation nationale, Stratégie de scolarisation des élèves des zones affectées par le terrorisme, décembre 2018. A la fin janvier 2019, plus de 1 025 écoles étaient fermées affectant 150 000 élèves.

3. Cible du secteur de l'éducation qui comprend les enfants réfugiés, les enfants affectés par la fermeture des écoles, les enfants qui n'ont jamais été à l'école dans les zones affectées et les enfants des communautés d'accueil



PLAN DE

RÉPONSE



CONSÉQUENCES DE L'INSÉCURITÉ

CONTACT: **DAOUDA DJOUMA**
djouma@un.org**BAKOUAN Y. FLORENT**
bakyflo@gmail.com

Population déplacée et communautés hôtes

PERSONNES DANS LE BESOIN

621 824

PERSONNES CIBLÉES

492 725

BUDGET (USD)

34,6M

STRATÉGIE DE RÉPONSE

Objectif stratégique	Assurer une réponse humanitaire adéquate aux personnes en situation de déplacement liés aux incidents sécuritaire et aux personnes affectées par la situation sécuritaire		
Sous-objectifs stratégiques	1. Assurer une assistance en vivre et biens non-vivres	2. Assurer une assistance en éducation, santé, WASH	3. Assurer une assistance en protection aux plus vulnérables, en particulier les enfants et les femmes

Les axes principaux des interventions d'urgence portent sur une assistance multisectorielle ciblant les populations déplacées, les populations restées dans les zones d'insécurité ainsi que les populations hôtes. Une réponse rapide, ciblée et coordonnée aux personnes les plus vulnérables en situation d'urgence sera fournie afin de les protéger et préserver leurs vies. La réponse sera adaptée à leurs besoins, selon les normes et standards et dans le respect des principes humanitaires. En droit ligne avec la Nouvelle façon de travailler, les interventions privilégieront également le rétablissement rapide de la cohésion sociale et de la sécurité dans les zones affectées pour un retour rapide des déplacés au sein de leurs communautés d'origine.

ACTIONS PRIORITAIRES

- La réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ainsi que l'assistance en non-vivres (distribution de vivres, assistance en cash, distribution de kits de cuisine, couvertures) aux personnes en situation de déplacement liés aux incidents sécuritaires ainsi qu'aux communautés hôtes seront mises en avant afin de pallier aux besoins urgents de ces populations vulnérables ;
- L'assistance pour l'accès à l'eau potable à l'hygiène et à l'assainissement devra se faire via la construction ou la réhabilitation des infrastructures d'eau, d'assainissement et la promotion de l'hygiène ;
- L'accès aux services de santé de façon adéquate se fera à travers le renforcement des cliniques mobiles, la prévention sanitaire et communautaire, le développement de stratégie adaptée pour l'offre de santé sexuelle et de la reproduction et le soutien aux infrastructures sanitaires ;
- Le renforcement de l'accès à une éducation de qualité. L'éducation qui est l'un des secteurs les plus affectés par l'insécurité, connaîtra un traitement particulier par la mise en place de classes temporaires et la distribution de matériel scolaire, le développement de la stratégie d'éducation en situation d'urgence mais aussi le renforcement des acteurs du système éducatif seront les prioritaires ;
- Sur le plan de la protection, et du fait de la nature des déplacements, il sera primordial d'assurer un accès aux services de protection pour les plus vulnérables, en particulier les enfants, ainsi qu'une assistance psychologique, matérielle, juridique et médicale aux victimes de VBG, qui seront monitoring et référencement de cas VBG, une réponse aux séparations familiales par la prise en charge alternative des enfants non accompagnés/séparés, la prise en charge des violences et des abus faites aux enfants affectés ;
- Le profilage des PDI, ainsi que leur enregistrement systématique, permettra d'informer au mieux la communauté humanitaire sur les besoins, les vulnérabilités et les intentions des PDI, et de mettre en place des programmes toujours mieux adaptés ;
- Le soutien aux moyens d'existence, au relèvement précoce et la promotion de la cohésion sociale ;
- Renforcement des actions de sensibilisation et de communication sur le vivre ensemble sur les sites de déplacés, dans la commune de Barsalogo et les localités affectées ;
- Renforcement des mécanismes d'alerte précoce de prévention et de résolution pacifique des conflits au niveau communautaire et au niveau national ;
- Mise en place des programmes d'éducation à la paix et de promotion de la culture de la paix sur le plan national.

ACTIVITÉS ET BUDGET

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	COÛTS (USD)	STRUCTURES DE MISES EN ŒUVRE
Distribution de moyens de subsistance d'urgence (vivre, abris, non vivres et cash)	14 500 000	OIM, PAM, SERACOM, CRB, FAO, HCR, UNICEF, DRC, VSF, HELP, TDH-Lausane, CONASUR
Mise en place de services de santé d'urgence fonctionnels dans les zones de fermetures	6 100 000	MSF, MDM, UNHCR, UNICEF, UNFPA, CRB, VSF, FAO, ACF, HELP, TDH-Lausane, CONASUR, LVIA
Mise en œuvre d'une stratégie d'éducation en situation d'urgence	3 000 000	UNICEF, DRC, HI, SCI HCR, UNFPA, PAM, TDH-Lausane, CONASUR
Construction ou réhabilitation des infrastructures d'eau, d'assainissement et la promotion de l'hygiène	4 500 000	UNICEF, PAM, HI, associations locales, UNFPA, HELP, CONASUR, Oxfam, DRC, Si, CICR, CRB, APS, ACF
Mettre en œuvre des activités de protection au profit des personnes déplacées (VBG, enfant)	2 500 000	UNICEF, UNFPA, HCR, DRC, HI, SCI, OIM, ACF, DRC, SI, TDH-Lausane, CONASUR
Enregistrement, profilage et délivrance de documents pour les PDI	4 000 000	UNICEF, UNFPA, HCR, DRC, HI, SCI, OIM, ACF, DRC, HI, TDH-Lausane, CONASUR
TOTAL	34 600 000	

INDICATEURS

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	CIBLES			
	TOTAL	FILLES/FEMME	GARÇON/HOMME	ENFANT -5ANS
Nombre de PDI ayant accès à une assistance lifesaving d'urgence	95 000	49 400	45 600	29 450
Nombre des PDI et de personnes restées dans les zones de départ ayant accès aux services santé	105 000	54 600	50 400	32 550
Nombre d'enfants (3-17ans) déplacés et d'enfants dans les zones en insécurité ayant accès à une éducation en situation d'urgence	255 307	130 207	125 100	-
Nombre de personnes identifiées comme ayant besoin d'une assistance en protection	76 000	39 520	36 480	23 560
% de PDI couverts par des activités de profilage	77%	100%	30%	100%
Nombre des personnes ayant accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et à la sensibilisation à l'hygiène selon les standards minimum sphère.	50 000	26 000	24 000	7 500

INTERVENANTS

ORGANISATIONS	POINT FOCAL	CONTACTS
TDH-Lausane	Nicolas Charpentier	nicolas.charpentier@tdh.ch
PNUD	Dieudonné Kini	dieudonne.kini@undp.org (+226 75 87 00 14)

HCR	Paul Shelubale Ali-Pauni	alipaunp@unhcr.org
CONASUR	Florent Y. Bakouan	bakyflo@gmail.com (+22670 99 67 31)
UN-HABITAT	Yombi Ouédraogo	yombi.ouedraogo@undp.org (+226 76 51 29 47)
OIM	Pauline Maguier	pmaguier@iom.int (+226 67 10 60 17)
DRC	Morou Bouda	fsmanager-bf@drc-wa.org (+226 65 20 43 07)
FAO	Salam Richard Kondombo	salam.kondombo@fao.org (+226 70 29 27 00)
Plan International	Kobo Maurice Ouedraogo	kobomaurice@plan-international.org ; (+226) 70 23 65 41
ONG HELP	Mme Rauland	rauland@help-ev.de

Réfugiés

CONTACT: **PAUL SHELUBALE ALI-PAUNI**
alipaunp@unhcr.org

PERSONNES DANS LE BESOIN

 **25 107**

PERSONNES CIBLÉES

 **24 686**

BUDGET (USD)

 **14,1M**

STRATÉGIE DE RÉPONSE

Objectif stratégique	Assurer la protection internationale et la recherche de solutions durables aux réfugiés		
Sous-objectifs stratégiques	1. Maintenir un environnement de protection garantissant les droits des réfugiés	2. Promouvoir l'autonomisation et la recherche de solutions durables	3. Fournir une assistance multisectorielle aux réfugiés maliens

Le HCR accordera une attention particulière aux activités de résilience, d'autonomisation et d'intégration locale des réfugiés dans les systèmes nationaux existants. Deux camps de réfugiés existent actuellement et accueillent près de 14 000 réfugiés maliens. Ces camps sont des espaces ouverts à la population hôte, qui bénéficie au même titre que les réfugiés des services et infrastructures sociaux et économiques réalisés dans lesdits camps. L'intégration effective de ces services dans les systèmes nationaux est privilégiée en vue d'une transformation progressive des camps en villages. La stratégie d'intégration des communautés d'accueil contribuera à la réduction du risque de tensions entre les populations réfugiées et les communautés hôtes.

ACTIONS PRIORITAIRES

La réponse pour les réfugiés maliens au Burkina Faso en 2018 s'articulera autour de trois priorités :

- La protection dans un environnement sécuritaire volatile sera centrale et au cœur de la réponse. Conjointement avec le Gouvernement, le HCR va contribuer à maintenir un environnement de protection favorable en garantissant un accès équitable des réfugiés à leurs droits fondamentaux d'une part et d'autre part en garantissant le maintien du caractère civil et humanitaire des camps. Une attention sera portée sur l'assistance aux personnes à besoins spécifiques. L'opération continuera de promouvoir la coexistence pacifique entre la communauté hôte et les réfugiés surtout dans le contexte actuel au Sahel ;
- Les solutions durables : Dans l'alignement avec le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) et les priorités de la région du Sahel dont le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) ainsi qu'avec le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD), le HCR renforcera la promotion des activités visant l'autonomisation des réfugiés et de la communauté hôte afin de faciliter leur intégration locale et la cohésion sociale. L'absence de conditions favorables au retour dans la dignité et la sécurité au Mali ne permet pas de promouvoir le rapatriement volontaire. Le HCR poursuivra la facilitation du retour des réfugiés qui souhaitent se rapatrier dans leur région d'origine. Le HCR poursuivra également ses efforts dans le cadre de la réinstallation et de l'appui aux réfugiés optant pour la naturalisation ;
- Assurer une assistance vitale à travers la réponse aux besoins de base et la fourniture des services essentiels (santé, éducation, WASH, énergie, protection de l'enfant...) aux réfugiés maliens en priorisant l'approche CBI et le ciblage. En offrant une aide en espèces aux réfugiés, la possibilité leur est donnée de répondre eux-mêmes à leurs besoins prioritaires de manière autonome et digne, tout en soutenant les marchés locaux.

ACTIVITÉS ET BUDGET

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	COÛTS (USD)	STRUCTURES DE MISES EN ŒUVRE
Améliorer la protection des réfugiés (Fournir les documents d'identité aux réfugiés, Maintenir le caractère civil et humanitaire des camps, Assurer le monitoring de protection & la protection de l'enfant, ...)		CONASUR, HCR, DRC, SCI, UNICEF
Fournir un support approprié aux victimes de SGBV et aux personnes vulnérables		HCR, CREDO, DRC, CONASUR, UNICEF
Faciliter l'autonomisation et renforcer la résilience des réfugiés		HCR, PAM, FAO, DRC, VSF, CONASUR, UNICEF
Faciliter l'accès à l'éducation		HCR, UNICEF, DRC, ONU-HABITAT, CONASUR, UNICEF
Améliorer la santé et le bien être des réfugiés		HCR, CSSI, CONASUR, UNICEF
Apporter un appui alimentaire aux réfugiés les plus vulnérables		HCR, PAM, CONASUR, UNICEF
Faciliter l'accès à un logement adéquat		HCR, AIRD, CONASUR, UNICEF
Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement		HCR, IEDA, CONASUR, UNICEF
Faciliter l'accès à l'énergie domestique		HCR, HELP, CONASUR, UNICEF
TOTAL	14 100 000	

INDICATEURS (RÉFUGIÉS)

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	CIBLES			
	TOTAL	FILLES/FEMME	GARÇON/HOMME	ENFANT -5ANS
% de personnes prises en charge disposant de document individuel de protection	100%	100%	100%	
% d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été signalée comme étant enregistrée par les autorités	100%			100%

Nombre d'agents de police dans les camps	40	30	10	
Nombre de cas signalés de violence sexuelle et sexiste dans lesquels les victimes reçoivent des conseils psychosociaux	10	8	2	
Nombre d'enfants scolarisés à l'école primaire	2941	1251	1690	
Accès des personnes prises en charge aux soins de santé primaires	100%	100%	100%	100%
Nombre des réfugiés ayant accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et à la sensibilisation à l'hygiène selon les standards minimum sphère.	24 686 (100%)	52%	48%	15%

INTERVENANTS

ORGANISATIONS	POINT FOCAL	CONTACTS
HCR	Kodjo K. Ketevi	ketevik@unhcr.org (+226 77293521)
CONAREF	Flavien Nezien	nezien@diplomatie.gov.bf (+226 70125587)
CREDO	Nestor Compaore	companestor@yahoo.fr (+226 76602369)
DRC	Elise Kokora	cd-burkinafaso@drc.dk (+226 64122402)
CSSI	Achaire Deoulengar	achaire@hotmail.com (+226 73045445)
AIRD	Messay Shibeshi	messay.s@airdinternational.org (+226 75047494)
IEDA	Salya Sly	slaym@iedarelief.org (+226
SCI	Emilie Fernandes	Emilie.Fernandes@savethechildren.org (+226 70206400)
VSF	Christian Dovonou	c.dovonou@vsf-belgium.org (+226 74800850)
HCR	Paul Ali-Pauni	alipaunp@unhcr.org
OXFAM	Noel Zigani	
UNICEF	Karim Sankara	ksankara@unicef.org
OIM	Norra Makaka	mmakaka@iom.int
DRC	Sonde Antiné	
UNFPA	Lancine Zerbo	zerbo@unfpa.org
ACF	Dabire Prosper	dpaprogramme@bf-actioncontrelafaim.org (+226 67727948)
HELP	Kristina Rauland-Yambré	rauland@help-ev.de (+226 78879744)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

CONTACT: **AUORE RUSIGA**
aure.rusiga@wfp.org

SALAM KONDOMBO
salam.kondombo@fao.org

PERSONNES DANS LE BESOIN

 **676 252**

PERSONNES CIBLÉES

 **474 360**

BUDGET (USD)

 **15,2M**

STRATÉGIE DE RÉPONSE

Objectif stratégique	Renforcer l'assistance alimentaire, agro-sylvo-pastorale et la protection des moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires		
Sous-objectifs stratégiques	1. Faciliter l'accès des populations cibles aux aliments	2. Protéger les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires	3. Soutenir l'amélioration des productions végétale et animale des ménages vulnérables

La réponse alimentaire ici décrit couvre la période de soudure, qui correspond au pic des besoins alimentaires et nutritionnels des personnes les plus fragiles ou un accent est mis sur modalités d'assistance d'urgence. Cette assistance se traduit en denrées alimentaires et/ou en transferts monétaires. Des vouchers et des transferts mobiles sont largement utilisés quand le contexte les permet. L'assistance à travers les activités vivres-contre-actifs implique une participation effective et régulière des bénéficiaires dans la réalisation des projets d'intérêt communautaire à haute intensité de main d'œuvre et devant contribuer à l'amélioration de la production alimentaire.

ACTIONS PRIORITAIRES

- L'assistance alimentaire d'urgence ne contribue pas seulement à sauver des vies, mais aussi à la résilience en réduisant l'utilisation des stratégies négatives de survie. Les actions d'appui à la production renforcent aussi la résilience et les moyens de subsistance, ce qui ouvre la porte à l'autonomisation et au développement. La participation active du gouvernement dans la Sécurité Alimentaire assure la durabilité des appuis donnés et la liaison les actions d'urgence et de développement ;
- La restitution et le renforcement des moyens de subsistance, fait sous forme de cash ou en nature, est essentielle pour favoriser l'autonomisation des bénéficiaires et assurer l'augmentation de la production et, par conséquent, la disponibilité des aliments. Les bénéficiaires reçoivent des intrants et des outils agricoles, des petits ruminants et volaille, support en termes des infrastructures rurales et services (tels que pour la santé animale), accompagnés des appuis techniques et des formations. Aussi, il s'agira de doter les ménages éleveurs en animaux à cycle court, en aliment bétail et en couverture sanitaire des animaux afin de sauver leurs animaux de la période difficile pour l'alimentation des animaux d'avril à juin où un fort taux de mortalité est enregistré, ou de reconstituer leur cheptel animal fortement décapitalisé à cause des crises ;
- Les acteurs humanitaires appuieront la création et la préservation des actifs des communautés et des ménages dans les zones agro-sylvo-pastorales dégradées et marginales, où les chocs sont fréquents, à travers des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs. Le choix des actifs à construire ou à réhabiliter seront en fonction du contexte de la communauté. Les actifs seront communautaires et devront à court et moyen termes accroître la production alimentaire des ménages les plus vulnérables.

ACTIVITÉS ET BUDGET

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	COÛTS (USD)	STRUCTURES DE MISES EN ŒUVRE
Distribution conditionnelle et inconditionnelle de l'assistance alimentaire (vivres, cash, etc.)	6 365 940	FAO, PAM, DRC, OXFAM, CONASUR, ACF, SOS Villages d'enfant, TDH-Lausane, autres ONGs
Distribution d'intrants agro-sylvo-pastorales (semences agricoles, intrants zootechniques et vétérinaires)	5 153 380	FAO, PAM, DRC, OXFAM, CONASUR, ACF, SOS Villages d'enfant, HELP, TDH-Lausane, autres ONGs
Appuis à la reconstitution du cheptel animal des pasteurs et agro-pasteurs	3 637 680	FAO, PAM, DRC, OXFAM, CONASUR, ACF, SOS Villages d'enfant, HELP, TDH-Lausane, autres ONGs
TOTAL	15 157 000	

INDICATEURS

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	CIBLES			
	TOTAL	FILLES/FEMME	GARÇON/HOMME	ENFANT -5ANS
Nombre de personnes ayant reçu l'assistance alimentaire d'urgence	482 000	250 640	231 360	149 420
Nombre de personnes ayant reçu des intrants agro-sylvo-pastoraux	81 000	56 700	24 300	
Nombre de personnes ayant reçu un appui pour la reconstitution du cheptel	20 000	14 000	6 000	

INTERVENANTS

ORGANISATIONS	POINT FOCAL	CONTACTS
CONASUR	Bakouan Y. Florent	bakyflo@gmail.com
FAO	Kondombo Salam Richard	Salam.kondombo@fao.org ; 70 29 27 00
PAM	Soubeiga Jonas	jonas.soubeiga@wfp.org ; 66 00 05 55
Danish Refugee Council (DRC)	Bouda Morou	fsmanager-bf@drc-wa.org 65 20 43 07
OXFAM au Burkina Faso	Kabore Marc	Marc.kabore@oxfam.org
SP/CONASUR	Napon Youssion	youssionnapon@yahoo.fr
ACF	Bazie Jean	drm@bf-actioncontrelafaim.org ; 76073913/73748781
SOS Villages d'Enfants	Aminata Sanou/Maiga	Aminata.maiga@SOS-burkinafaso.org
HELP	Serge Alfred Sédogo	sedogo@help-ev.de ; 70210691
TDH-Lausane	José Bitagugumba Manegabe	jose.bitagugumbamanegabe@tdh.ch



NUTRITION

CONTACT: **MEDIATRICE KIBURENTE**
mkiburente@unicef.org

PERSONNES DANS LE BESOIN

587 439

PERSONNES CIBLÉES

587 439

BUDGET (USD)

29,2M

STRATÉGIE DE RÉPONSE

Objectif stratégique	Améliorer la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans, les FEFA avec un focus sur les zones en situation d'urgence		
Sous-objectifs stratégiques	1. Assurer un accès équitable à une prise en charge nutritionnelle de qualité pour les enfants de moins de 5 ans et les FEFA malnutris aiguë	2. Renforcer la prévention de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les FEFA dans les zones vulnérables	3. Renforcer les capacités de préparation à l'urgence nutritionnelle, de surveillance nutritionnelle et de coordination des interventions

Les activités prioritaires porteront sur l'amélioration de l'accès et de la qualité de la prise en charge de la MAM et MAS par l'acquisition et la distribution des intrants nécessaires à la prise en charge de qualité ciblant 133 066 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 332 713 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée (MAM), ainsi que le renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre. Par ailleurs des efforts d'intégration du dépistage de la malnutrition aiguë (MA) dans les campagnes de chimioprophylaxie du paludisme saisonnier (CPS) et JVA seront poursuivis et renforcés. Afin de réduire le nombre de cas d'enfants atteints de malnutrition aiguë, les partenaires mettront en œuvre des actions de prévention (notamment en lien avec le Plan de passage à échelle des interventions de promotion des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant) qui porteront une attention particulière aux 1 000 premiers jours et cibleront 465 000 femmes enceintes ou allaitantes ayant des enfants de 0 à 23 mois. En outre, un mécanisme de préparation à l'urgence nutritionnelle sera mis en place. Un soutien sera assuré pour le renforcement de la coordination et de la surveillance nutritionnelle.

ACTIONS PRIORITAIRES

- Prise en charge des enfants et FEFA modérément et sévèrement malnutris (acquisition d'intrants nutritionnels, renforcement des capacités des agents de santé) ;
- Renforcement du dépistage (de routine, par les ASBC, PB mères, TPS), ainsi que l'intégration du dépistage dans les campagnes de masse (JVA, CPS etc.) ;
- Promotion des bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ANJE en particulier en situation d'urgence ;
- Mise en place d'un mécanisme de préparation à l'urgence nutritionnelle ;
- Soutien au suivi à la coordination et à l'évaluation de la situation nutritionnelle.

ACTIVITÉS ET BUDGET

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	COÛTS (USD)	STRUCTURES DE MISES EN ŒUVRE
Dépistage et prise en charge de la malnutrition aiguë sévère	12 000 000	UNICEF ; ONGs de mise en oeuvre, HELP, TDH-Lausane, CONASUR
Prise en charge de la malnutrition aiguë modérée	10 354 597	PAM, TDH-Lausane, CONASUR
Promotion des bonnes pratiques ANJE	5 657 113	ONGs de mise en oeuvre, UNICEF, PAM, HELP, TDH-Lausane, CONASUR
Coordination, suivi et évaluation	1 200 000	UNICEF, PAM, CONASUR
TOTAL	29 211 710	

INDICATEURS

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	CIBLES			
	TOTAL	FILLES/FEMME	GARÇON/ HOMME	ENFANT -5ANS
Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de MAS pris en charge dans le programme nutritionnel thérapeutique ;	133 066	-	65 064	68 002
Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de MAM admis dans le Programme de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée ;	362 813	30 100	162 569	170 144
Nombre de femmes enceintes et allaitantes ayant des nourrissons de moins de 2 ans qui ont bénéficié des conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) ;	465 000	465 000	-	-
Nombre d'enfants de 6-23 mois et femmes enceintes et allaitantes admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture).	124 600	42 500	40 300	41 800

INTERVENANTS

ORGANISATIONS	POINT FOCAL	CONTACTS
UNICEF	Kiburente Médiatrice	mkiburente@unicef.org (54800480)
	Ousmane Ouedraogo	ououedraogo@unicef.org (65939751)
Save the Children	Emilie Fernandez	Emilie.Fernandes@savethechildren.org
ACF	Marc Sekpon	dp@bf-actioncontrelafaim.org
HELP	Kristina Rauland-Yambré	rauland@help-ev.de (+226 78879744)
Direction de la Nutrition/MS	R. Hélène Ouedraogo	helenoued76@yahoo.fr 7670 24 24 08/78 16 05 82
	G. Souleymane Bargo	bagousou@yahoo.fr 70 67 08 93/79 07 39 14
TDH-Lausane	Maeva Le Goff	maeva.legoff@tdh.ch
ALIMA	Mahaman Bachard Iro	rp@bfaso.alima.ngo
Croix Rouge de Belgique	Mirko Tommasi	mirkotommasi@croix-rouge.be
HKI	Regina Khassanova	rkhassanova@hki.org
LVIA	Monica Rinaldi	nutribf@lvia.it
LVIA	Monica Rinaldi	nutribf@lvia.it
ProgettomondoMLAL	Marianna Mormile	burkina.mormile@mlal.org
GRET	Claire KABORE	kabore@gret.org
IBFAN	Edouard ZERBO	edouardzerbo@yahoo.fr
SEMUS	RAMDE Tanga	ramdetanga@yahoo.fr
CONASUR	Bakouan Y. Florent	bakyflo@gmail.com



PRÉPARATION AUX URGENCES

CONTACT: -

PERSONNES DANS LE BESOIN

 40 925

PERSONNES CIBLÉES

 40 925

BUDGET (USD)

 7,2M

STRATÉGIE DE RÉPONSE

Objectif stratégique	Réduire l'impact des catastrophes et des épidémies afin de préserver des vies et protéger les moyens de subsistance		
Sous-objectifs stratégiques	1. Renforcer la gouvernance en réduction des risques de catastrophes et les capacités des organisations/institutions nationales pour gérer les risques de catastrophe et les épidémies	2. Appuyer la mise en œuvre de la réponse aux urgences au niveau local	3. Renforcer la préparation et le relèvement des communautés face aux urgences

Pour réduire l'impact des catastrophes naturelles et des épidémies sur les populations du Burkina Faso, le plan ciblera d'une part le renforcement des capacités techniques des institutions nationales en préparation et pour la réponse aux catastrophes et épidémies, et d'autre part au niveau local, la préparation et le relèvement des communautés face aux situations d'urgence. L'objectif est d'accroître la résilience de ces populations et leurs capacités à se remettre des chocs climatiques et des épidémies. Un accent particulier sera également mis sur l'appui aux structures sanitaires dans la prise en charge des personnes affectées par les épidémies et l'offre de soins adéquats aux personnes sinistrées.

ACTIONS PRIORITAIRES

- Renforcement des capacités de planification, de suivi et évaluation et de coordination des structures nationales et locales en matière de préparation et de gestion des catastrophes et des épidémies ;
- Amélioration des capacités opérationnelles des structures locales de gestion des catastrophes et des épidémies pour une gestion rapide des risques et désastres ;
- Renforcement des capacités des communautés (au niveau local et des zones à risque) sur la réduction des risques de désastres et la facilitation de leur accès à l'information climatique et sur les épidémies (téléphone, radios communautaires, internet, etc.) ;
- Mise en œuvre d'un plan de communication sur la réduction des risques de catastrophes et crises humanitaires.

ACTIVITÉS ET BUDGET

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	COÛTS (USD)	STRUCTURES DE MISES EN ŒUVRE
Renforcement des capacités de planification, de suivi et évaluation et de coordination des structures nationales et locales en matière de préparation et de gestion des catastrophes et des épidémies	1 810 330	PNUD, OXFAM, ACF, MDM, OMS, CONASUR, ATAD, CRB, DRC, SI, MSF, SOSSI, AGED, OCHA, HELP, TDH-Lausane
Amélioration des capacités opérationnelles des structures locales de gestion des catastrophes et des épidémies pour une gestion rapide des risques et désastres.	2 896 528	PNUD, OXFAM, ACF, MDM, OMS, CONASUR, ATAD, CRB, DRC, SI, MSF, SOSSI, AGED, OCHA, HELP, TDH-Lausane
Renforcement des capacités des communautés (au niveau local et des zones à risque) sur la réduction des risques de désastres et la facilitation de leur accès à l'information climatique et sur les épidémies (téléphone, radios communautaires, internet, etc.)	2 534 462	PNUD, OXFAM, ACF, MDM, OMS, CONASUR, ATAD, CRB, DRC, SI, MSF, SOSSI, AGED, OCHA, HELP, TDH-Lausane
TOTAL	7 241 320	

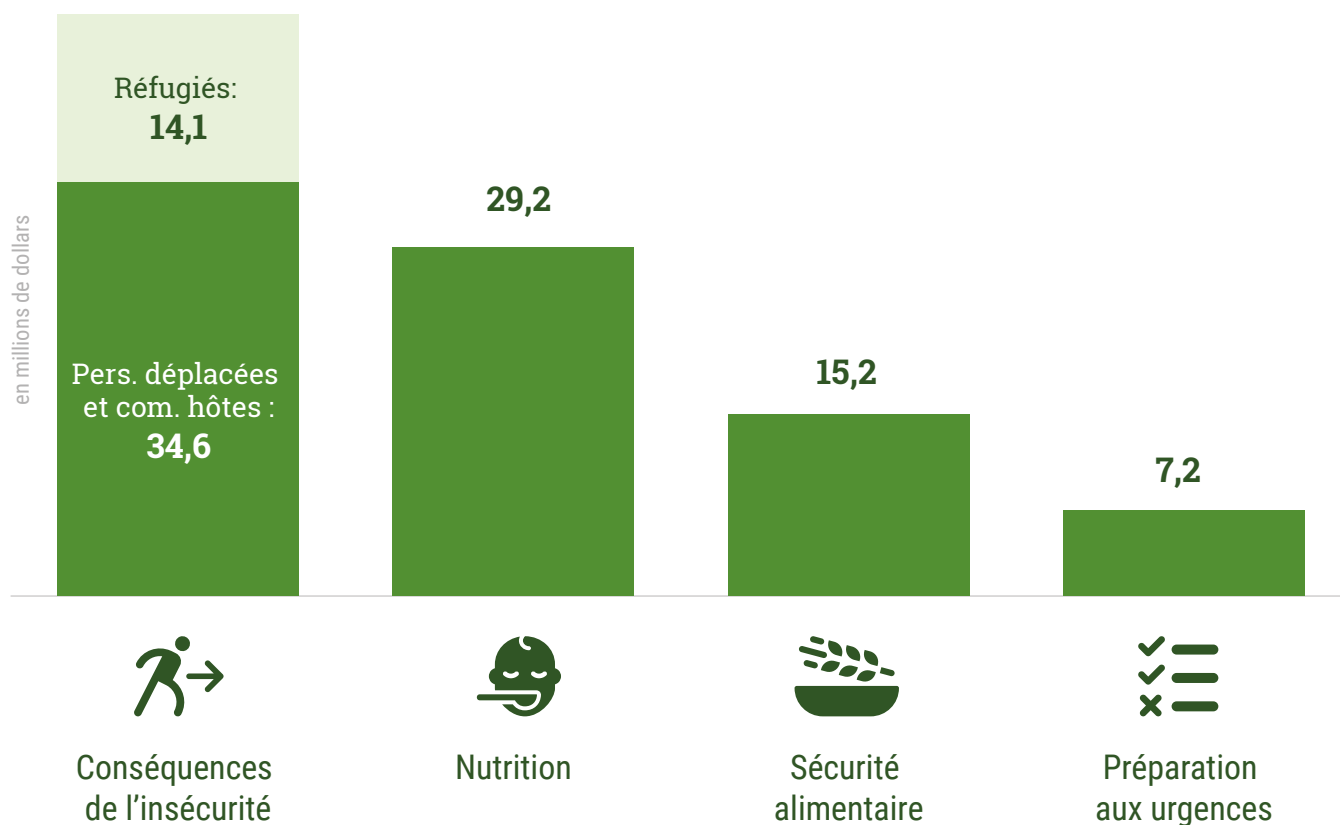
INDICATEURS

ACTIVITÉS PRIORITAIRES	CIBLES			
	TOTAL	FILLES/FEMME	GARÇON/ HOMME	ENFANT -5ANS
Nombre de personnes victimes prises en charge au cours des épidémies	7 136	2 561	2 363	2 212
Taux de couverture vaccinale en réponse aux épidémies (méningite et rougeole)	100%	100%	100%	100%
Nombre de personnes victimes de catastrophes et/ou de crises ayant reçu une assistance multisectorielle (WASH, protection de l'enfant, etc)	33 789	12 123	11 191	10 475

INTERVENANTS

ORGANISATIONS	POINT FOCAL	CONTACTS
OXFAM	Omer Kaboré	omer.kabore@oxfam.org
	Marc Kaboré	marc.kabore@oxfam.org
CONASUR	Bakouan Yipènè Florent	bakyflo@gmail.com
MDM	Dr Pierre Etse Ditri Sallah	genco.burkinafaso@medecinsdumonde.net
OMS	Dr Chantal Kambire	kambirec@who.int
OCHA	Daouda Djouma	djouma@un.org
ACF	Bazie Jean	drm@bf-actioncontrelafaim.org (75 86 98 01)
HELP	Serge Alfred Sédogo	sedogo@help-ev.de ; 70210691
TDH-Lausane	Maeva Le Goff	maeva.legoff@tdh.ch
PNUD	Dieudonné Kini	dieudonne.kini@undp.org (+226 75 87 00 14)
OCHA	Daouda Djouma	djouma@un.org
CONASUR	Bakouan Y. Florent	bakyflo@gmail.com

BUDGET




Fonds requis (USD)

\$100M



Photo : OCHA/Eve Sabbagh



Ce document est produit au nom de l'Equipe Inter-organisation
Humanitaire Développement de Pays et des partenaires.

Ce document donne la compréhension de la crise, partagée par l'Equipe Inter-organisation Humanitaire Développement de Pays, y compris les besoins humanitaires les plus urgents, et reflète la planification conjointe de la réponse humanitaire. La désignation employée et la présentation des données dans ce rapport ne suggèrent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Equipe Humanitaire Pays et ses partenaires, quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières ou limites.